

1/ SORTIR DE LA ZONE EURO ? Le DESASTRE !

1) Un Désastre pour l'économie française :

- Dévaluation obligatoire du nouveau franc (sans parler des coûts de réintroduction d'une monnaie)
- Les marchés exigeront des taux d'intérêts d'emprunt supérieurs (manque de confiance) : la dette de la France augmenterait considérablement.
- Ce qui affectera la croissance française (efforts supplémentaires de réduction des dépenses publiques et hausse à prévoir de la fiscalité). L'Institut Montaigne chiffre entre 6 et 19 points de PIB en moins sur dix ans.
- Croissance en moins = impact sur l'emploi.
- Prix des importations en hausse (dont la facture énergétique)
- + perte de la protection contre les risques de crise financière (le Mécanisme Européen de Stabilité dispose d'un fonds permettant des prêts jusqu'à 500 milliards d'euros pour aider un pays membre en crise)

2) Un Désastre pour notre poids politique

- Une sortie de la zone euro entacherait durablement la crédibilité de la France dans les relations internationales.
- Totalement marginalisée en Europe, la France verrait sa capacité d'influence considérablement réduite !
- Une sortie de la zone euro entraînerait également une concurrence stérile entre les Etats puisque la dévaluation compétitive serait répliquée par les partenaires commerciaux.

3) Des réformes à faire cependant

Le fonctionnement de l'Union économique et monétaire doit être amélioré. Il faut doter la Zone euro d'une gouvernance fiscale et politique

- Un vice-président de la Commission également président de la zone Euro au Conseil
- Une caisse d'amortissement de la dette ou Fonds de rédemption pour mutualiser la dette. La mutualisation serait limitée dans le temps et ne concernerait que la partie jugée « excessive » de la dette ;
- Des euro-obligations émises par un Trésor Public européen, afin de financer des investissements européens d'avenir ;
- La transposition du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) en un Fonds Monétaire Européen (FME)
- Un budget crédible c'est-à-dire annuel, cohérent, ambitieux et en équilibre donc des ressources propres nouvelles.
- Une coordination des politiques fiscales et sociales avec le renforcement de l'harmonisation de la TVA et de l'impôt sur les sociétés.

Fiches Europe

Etre fiers de nos Acquis Européens

1) Acquis sociaux

Il est faux de dire que l'Europe sociale n'existe pas ! Le droit européen crée un socle de droits sociaux individuels et collectifs pour les travailleurs.

- Directive 2002/14/CE du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne...
- Directive 98/59/CE 20 juillet 1998 relative aux licenciements collectifs,
- Directive 2001/23/CE 12 mars 2001 relative au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises ou d'établissements
- Directive 2001/86/CE du 8 octobre 2001 complétant le statut SE sur l'implication des travailleurs
- Elimination des discriminations fondées sur le sexe dans différents domaines: rémunération (directive 75/117/CE), accès à l'emploi, à la formation, à la promotion professionnelle (directive 76/207/CEE), affiliation à la sécurité sociale (directive 79/7/CEE).
- Réglementation du travail intérimaire (directive 2008/104/CE).
- Durée de travail : La directive 93/104/CE limite la durée maximale de travail à 48h par semaine et fixe des règles de repos et de congés.
- Directive 2009/38/CE du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou procédure dans les entreprises de dimension communautaire et groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs (refonte)
- L'UE a également contribué à améliorer la santé et la sécurité au travail en établissant des normes minimales à respecter en matière de signalisation des dangers, de lutte contre la pollution ou de respect des normes d'hygiène sur les lieux de travail.¹
- Droits minimaux pour les salariés exposés à des risques particuliers dans leur emploi

2) Un soutien décisif à l'économie

Grâce à la mobilisation de plusieurs instruments, l'Union européenne a joué un rôle majeur au profit de l'économie des Etats membres.

- Le Programme-cadre pour la recherche et le développement (7e PCRD qui est suivi du 8è 2014-2020)), a mobilisé 7 milliards d'euros pour les entreprises et les organismes en Europe.
- La Banque européenne d'investissement (BEI) a concédé des millions d'euros de prêts au profit de la recherche et de l'innovation des entreprises et à la construction d'infrastructures

Fiches Europe

- La politique régionale ou politique de cohésion) soutient la création d'emplois, la compétitivité, l'amélioration de la qualité de vie et le développement durable. Elles bénéficient largement aux régions moins développées économiquement, comme les DOM français.
- La Commission européenne évalue à environ 2,13 points de PIB et 2,77 millions d'emplois supplémentaires, les gains obtenus grâce au marché unique entre 1992 et 2008, juste avant la crise actuelle.²

3) Une protection renforcée des consommateurs

Sans l'Union européenne, les consommateurs européens seraient beaucoup moins protégés qu'ils ne le sont aujourd'hui.

- Au sein de l'UE, les pratiques commerciales trompeuses, telles la vente forcée ou la publicité déloyale sont interdites, des règles ont été édictées notamment en matière d'étiquetage et de traçabilité des produits.
- les Centres européens des consommateurs, permettent aux consommateurs d'être mieux conseillés sur les droits dont ils disposent (14 jours pour renoncer à un achat sur Internet, droit de faire jouer la responsabilité du vendeur en cas de produit défectueux).
- La protection de la santé est assurée par des normes et un système d'alerte en cas de produit dangereux

4) Une libre circulation favorable à l'économie

La libre circulation des personnes... Des vacanciers aux travailleurs frontaliers.

La suppression des barrières a diminué les coûts de transport, réduit les délais de livraison et facilité la logistique.

L'agence FRONTEX aide les Etats à assurer la sécurité aux frontières terrestres et maritimes

L'équivalence des diplômes est bien avancée avec le système de bologne et des directives par profession

5) Une meilleure protection dans un monde globalisé

Le plus gros atout de l'UE est l'effet de masse qu'elle représente. Le monde est de plus en plus interdépendant en matière d'économie, de communications, d'environnement, de sécurité ...

- 28 Etats membres c'est 550 millions d'habitants !
- Le plus grand marché commercial du monde et 23% du PIB mondial.
- L'UE a développé des instruments : politique européenne de voisinage (PEV), PESD afin de mieux contrer l'émergence des risques d'insécurité comme l'immigration clandestine et la criminalité organisée. Il faut lui donner les moyens de faire plus et mieux.

Fiches Europe

- Le Parlement européen veille à la protection des données personnelles des citoyens européens, des droits civiques et citoyens, des consommateurs, etc

6) La lutte contre le changement climatique

Programme européen sur le changement climatique (PECC) : des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (moins 20% à l'horizon 2020).

Fiches Europe

Une Europe plus intégrée pour relever les défis

- Il faut + de légitimité démocratique et une efficacité améliorée pour réaliser le « bond en avant » dont nous avons besoin et nous s'imposer comme une puissance politique à part entière.
- Seule une Europe plus intégrée sera à même de défendre durablement les citoyens européens face à l'émergence des nouveaux concurrents
- Seule une Europe politique permettra d'exister
- Les Européens sont d'ailleurs paradoxalement conscients que l'Europe est le bon niveau d'intervention (sondage Eurobaromètre) même si ils critiquent le projet- cela signifie que celui-ci doit se moderniser

La « coopération renforcée » pour avancer à plusieurs quand à 28 ça bloque

Le mécanisme des coopérations renforcées permet une Europe à géométrie variable dans des domaines particuliers en autorisant les Etats qui le souhaitent à aller de l'avant dans le processus d'intégration,

C'est un instrument de flexibilité

Des Exemples: divorce international (15 États), brevet unitaire européen (25 États), taxe sur les transactions financières (11 États).

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle architecture institutionnelle.

Un président de l'Union unique à la fois président de la Commission et du conseil de l'Union européenne, responsable devant le Parlement européen;

- Une Commission qui est un gouvernement fédéral issue de la majorité du Parlement européen déconnectée des Etats, équipe réduite à 15 ministres dont 2 sont vice-président de l'UE EURO ; l'autre en matière de PESC
- Un Conseil des Etats –Membres (Senat) qui se plie à la règle de la majorité qualifiée plutôt que recourir au veto
- Un Parlement européen apte à voter des ressources propres pour avoir un budget conséquent et dont les députés ont davantage de liens avec les députés nationaux

1) Une gouvernance économique renforcée

Alléger le poids de la dette et concentrer la dépense publique sur l'investissement, ; faire jouer la solidarité

- Une caisse d'amortissement de la dette ou Fonds de rédemption pour mutualiser la dette. La mutualisation serait limitée dans le temps et ne concernerait que la partie jugée « excessive » de la dette ;

Fiches Europe

- Des euro-obligations émises par un Trésor Public européen, afin de financer des investissements européens d'avenir ;
- La transposition du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) en un Fonds Monétaire Européen (FME)
- Un budget crédible c'est-à-dire annuel, cohérent, ambitieux et en équilibre donc des ressources propres nouvelles (taxe carbone aux frontières extérieures, taxe sur les transactions financières) & des investissements prioritaires dans la R&D, assure la solidarité entre États membres, développe l'économie verte et consacre une partie du budget aux relations extérieures de l'Union.
- Les États membres doivent lever tout obstacle à l'échange d'informations fiscales entre l'UE et entre États membres.
- Une coordination des politiques fiscales et sociales avec le renforcement de l'harmonisation de la TVA et de l'impôt sur les sociétés.

2) Plus-values d'une Europe plus intégrée

- Un + pour l'agent économique qui travaille, produit, commercialise ses services, développe ses activités librement sur le territoire de l'UE (accès au marché unique, soutiens aux PME, prêts de la BEI, etc.).
- Un + pour chaque Etat membre qui peut compter sur le soutien des pays partenaires pour affronter ses difficultés internes et les défis mondiaux (principe de Solidarité).
- Un + car le projet de Marché intérieur est humaniste (objectifs de l'Art 3) et intègre la RSE, la solidarité (budget redistributif au travers du Fonds de cohésion, Fonds structurels, Fonds social etc), la cohésion (services d'intérêt économiques général, services sociaux).

Europe et citoyen

Une ATTENTE !

Selon l'Eurobaromètre en mai 2013, 70% des citoyens européens n'ont pas une image positive de l'Union européenne. Les chiffres font apparaître que plus qu'un rejet de l'Union européenne c'est l'incompréhension et le désir d'être mieux associé qui prédomine chez les citoyens.

Les Européens attendent que l'Union agisse contre la crise. 84% de citoyens européens pensent que les pays de l'UE doivent collaborer plus étroitement et c'est sur le plan social que l'Union est en premier lieu attendue, mais elle n'a pas de compétences étendues en la matière.

Pour les Européens, les priorités sont : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit être la première priorité pour le Parlement européen (53%). la coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales (35%), une politique de l'agriculture respectueuse de l'environnement et contribuant à l'équilibre alimentaire mondial (30%) et la lutte contre le changement climatique (28%).

Citoyenneté européenne, quels acquis ?

L'Europe est un + pour le citoyen français, allemand, polonais, grec, etc. qui, grâce à sa citoyenneté européenne, dispose de droits supplémentaires.

- Les ressortissants de l'UE ont le droit d'élire et d'être élus aux municipales, le droit d'élire des députés européen au suffrage universel direct depuis 1979 ;
- Un droit de pétition au Parlement, le droit de plainte au médiateur et le droit de contester l'action d'un Etat (contentieux préjudiciel et plainte pour manquement) ;
- Un droit d'initiative citoyenne européenne (ICE) qui offre aux citoyens européens la possibilité de soumettre une proposition d'acte juridique sur un sujet particulier
- L'UE est protectrice des libertés fondamentales, des droits individuels et collectifs. Les acquis protégés par la Cour de Justice de l'Union Européenne et la Charte des Droits fondamentaux sont nombreux.
- Un droit de libre circulation et de séjour sur tout le territoire de l'UE.
- Un droit à la protection consulaire dans toutes les ambassades des 28 Etats membres.

Mieux éduquer, mieux expliquer, faire participer

- **L'UE tente de se rapprocher des citoyens.**
Exemples :
- Une question : Europe direct 00 800 67891011 (gratuit et dans votre langue) ou par mail

Fiches Europe

- 400 relais locaux en Europe- En France voir sur le site de la Commission (www.europa.eu)
- Résoudre une entrave technique au développement de vos activités (taxe discriminante, équivalence de diplômes, norme nationale): www.Solvit.eu

Rendre l'Europe plus proche des citoyens en renforçant les actions de communication et de pédagogie.

- Renforcer le programme « l'Europe pour les citoyens » qui soutient des projets promouvant la « citoyenneté européenne active »
- Créer un **Cours de citoyenneté européenne** et nationale dès le primaire qui se substitue à l'ennuyeuse instruction civique, avec une approche ludique et interactive.
- Des « **classes Europe** » systématiques comme il existe des classes vertes ou classes de neige: séjours de 15 jours dans une école d'un autre pays, organisées à partir de jumelages de communes et avec l'Accueil des enfants dans des familles.
- Informer mieux sur **Erasmus +**
- Promouvoir le **Service Volontaire Européen**
- L'Europe pendant **5 minutes dans le JT** (chaîne publique)
- Instaurer le **9 mai jour férié** avec des cérémonies publiques et festives (à la place d'un jour férié de Commémoration d'une guerre)
- Faire connaître l'**Initiative citoyenne européenne (ICE)**
- Faire mieux connaître EURES <https://ec.europa.eu/eures/> pour aller chercher du travail en Europe
- Mettre en valeur les **Centres Europe direct**, centres d'information

¹ <http://www.rpfrance.eu/L-Europe-sociale-acquis.html>

² <http://www.taurillon.org/Le-marche-unique-a-permis-la-creation-de-pres-de-3-millions-d-emplois,05287>